

des mesures devront être prises même si M. Lesage a, suivant les rumeurs générales à Ottawa, environ 40 sénateurs des États-Unis et au moins autant de membres du Congrès dans sa manche. Et maintenant, voici ce que je vais dire à l'égard du *Reader's Digest*. Ce périodique n'a pas tenté d'imposer aux Canadiens sa façon de voir. Jamais cette revue n'a cherché à orienter la façon de penser des Canadiens. D'autre part, le *Time*, je le répète, s'est attaché à interpréter les nouvelles et à les récrire en vue de diriger la pensée canadienne. Ce n'est pas une revue canadienne. Chacun de ses numéros renferme trois ou quatre pages d'informations canadiennes; c'est une contrefaçon qu'on veut faire passer pour une revue canadienne. Dans ces quatre pages, on donne aux Canadiens, d'une semaine à l'autre, le point de vue de l'éditeur, qui n'est pas le point de vue canadien. A quelle fin? Afin de dire aux Canadiens ce qu'ils devraient faire d'après un périodique qui ne mentionne presque jamais le Canada dans ses nouvelles internationales.

C'est ce dont il faut se garder et c'est pourquoi nous avons accepté, en partie, les recommandations de la Commission O'Leary, de sorte que les Canadiens ne se voient pas privés, à cause d'une concurrence injuste, des revues canadiennes qui expriment le point de vue canadien et qu'ils ne soient pas contraints, par suite d'une concurrence écrasante, d'accepter à la place les opinions de ceux qui publient ces quatre pages dans l'édition canadienne du *Time*.

• (5.10 p.m.)

Nous n'avons pas de raison de ne pas croire que cela est mauvais. Qu'est-ce que le gouvernement a fait? Le ministre s'obstine, il a un talent inégalé pour s'engager dans des impasses. Il veut tenir des élections avant le remaniement de la carte électorale. Il a parlé l'autre jour à Toronto et a déclaré qu'il y aurait des élections cet automne. Je croyais que les premiers ministres prenaient cette décision, mais en l'absence du premier ministre, le ministre des Finances a déclaré qu'il y aurait des élections cet automne avant le remaniement de la carte électorale.

Voilà pourquoi il s'est enfermé dans un camp retranché. Il rit, il sourit, mais il a révélé que c'est lui qui décidera de la date des élections au Canada. Le premier ministre a déclaré qu'il ne savait pas quand des élections seraient tenues, mais le ministre des Finances a dit: «Soyez prêts cet automne, car les élections auront lieu avant le remaniement de la carte électorale.» Je comprends ses sentiments à cet égard.

M. Knowles: C'est ce que le chef de l'opposition (M. Diefenbaker) a déclaré sur la côte.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Le très hon. M. Diefenbaker: Sur la foi de ce qu'ont dit les honorables vis-à-vis.

M. Knowles: Qu'est-ce qui est venu en premier, la poule ou l'œuf?

Le très hon. M. Diefenbaker: Le député est le porteur d'eau du gouvernement depuis si longtemps. Il me rappelle toujours le porteur d'eau que Claudius faisait marcher devant lui. Chaque fois que je vois le député prendre la parole, je pense au porteur d'eau de l'époque romaine.

J'ai dit que tout laisse prévoir des élections cet automne d'après les propos tenus. C'est ce que nous apprenons du siège du parti libéral. Le premier ministre n'a rien à dire sur ce sujet, car l'organisateur en chef annonce ce qui va se passer, cette fois, avec l'aide du ministre des Finances. Le ministre s'entête et décide d'engager la résistance du gouvernement sur le sort des mesures dont la Chambre est saisie.

En terminant, voici quelques paragraphes de la *Free Press* de Winnipeg du 25 juin:

La première ingérence légale du Parlement canadien dans le domaine de la presse deviendra une réalité d'un jour à l'autre car le gouvernement se hâte d'inclure la mesure afférente dans les recueils de lois comme s'il était honteux de sa politique et désirait en finir au plus tôt avec une besogne désagréable et tout oublier.

Voici comment l'article se termine:

Presque tous les journaux importants du Canada se sont opposés à la taxe sur la publicité. M. Gordon aurait dû en conclure que non seulement sa taxe, mais tout son programme de nationalisme étroit et d'immixtion de l'État dans tous les secteurs de la société vont à l'encontre du mode de vie canadien. Il est possible que de Londres, la distance l'aidant à voir les choses plus clairement, M. Pearson ait commencé à soupçonner, très tard, que son ministre des Finances et ami intime est également son plus lourd passif politique.

Cette mesure est mauvaise. Elle enfreint la Déclaration des droits car elle permet de porter atteinte à la liberté de la presse. La liberté de la presse relève de la juridiction exclusive du Parlement fédéral, si je comprends bien les causes du Crédit social portées devant la Cour suprême en 1938. Ce faisant, pourquoi forcer la Chambre à adopter une mesure rejetée sans autre forme de procès dans tout le pays?

L'autre jour j'ai demandé pourquoi on l'avait présentée? A la demande de qui? De quel journal? C'est une question à laquelle le ministre ne peut répondre, car aucun journal n'a sollicité ce genre d'initiative et tous, sauf deux, l'ont déclarée rétrograde et dangereuse.

Voilà qui révèle à mes yeux l'attitude bureaucratique que huit anciens fonctionnaires